

Compte rendu

Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *Violences et radicalités militantes dans l'espace public en France, des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve, 2020

Lucile Dartois, Université de Lorraine et Université du Québec à Montréal 

RELIEF – Revue électronique de littérature française
Vol. 15, n° 1 : « (Re)Traduire les classiques français »,
dir. Maaïke Koffeman et Marc Smeets, juillet 2021

ISSN 1873-5045, publié par Radboud University Press
Site internet : www.revue-relief.org

Cet article est publié en libre accès sous la licence CC-BY 4.0

Pour citer cet article

Lucile Dartois, « Compte rendu : Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *Violences et radicalités militantes dans l'espace public en France, des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve, 2020 », *RELIEF – Revue électronique de littérature française*, vol. 15, n° 1, 2021, p. 204-207.
doi.org/10.51777/relief10892

Compte rendu

Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *Violences et radicalités militantes dans l'espace public en France, des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve, 2020.

LUCILE DARTOIS, Université de Lorraine et Université du Québec

Cet ouvrage collectif, codirigé par Béatrice Fleury et Jacques Walter, porte sur des objets de recherche dont l'importance traverse l'espace et le temps : l'engagement militant, l'action collective au sein de l'espace public, la pratique de la violence comme moyen de revendication, la radicalité comme objet médiatique. Circonscrites à la France, des années 1980 à nos jours, les 26 contributions offrent une approche multidisciplinaire en sciences humaines et sociales. Les méthodologies mobilisées sont de nature qualitative : études de cas, approches ethnographiques avec enquêtes de terrain, analyses multimodales de discours médiatiques ou politiques (presse papier, réseaux sociaux, capsules vidéo, journaux télévisés etc.), et une approche expérimentale.

On peut regretter le fait que ce volume n'offre pas de réflexion sur le flou sémantique qui caractérise les termes « radical », « radicalité », « radicalisation ». En effet, malgré son usage médiatique omniprésent, la radicalité est une réalité complexe et difficile à définir, parce que son usage s'inscrit à la croisée d'enjeux historiques, sociaux et politiques. À la fois idéologie, discours ou action, individuelle ou collective, elle recouvre différents modes d'implication. Cependant, le caractère hétérogène des études présentées permet d'élargir le champ discursif du radical, trop souvent associé à un paradigme sécuritaire, et aux études sur le terrorisme islamiste¹. Au fil de la lecture, on explore tour à tour les radicalités environnementales, syndicalistes, xénophobes, identitaires, djihadistes, catholiques, féministes, indépendantistes et politiques d'extrême gauche (Action Directe, *black bloc* etc.). Les schémas habituels qui associent radicalité, violence et dangerosité sont interrogés.

Ainsi, l'ouvrage ne se cantonne pas aux approches traditionnelles, souvent individualisantes et psychologisantes. Le prisme utilisé pour aborder la violence militante est ici de l'ordre du politique, du collectif et du médiatique. On y entrevoit des idéologies articulées à des répertoires d'actions collectives pluriels, et une multiplicité d'acteurs.trices sollicité.es dans la construction discursive des radicalités (activistes, journalistes, politiques, citoyen.nes, etcetera).

1. Marchal Roland et Ould Ahmed Salem Zekeria Roland, « La "radicalisation" aide-t-elle à mieux penser ? », *Politique africaine*, vol. 149, n° 1, 2018, p. 5-20.

Des radicaux non-violents ?

Dans une première section, intitulée « Mobilisations, stratégies, perceptions », les contributeurs.trices interrogent la notion de violence en tant que catégorie politique et médiatique. Dans les discours, l'étiquette « radicalité » est généralement mobilisée lorsqu'il y a recours à la violence comme moyen de protestation. Or, plusieurs travaux comme ceux de Beauzamy², montrent que les mouvements non-violents, associés aux idées d'ouverture, de modération, voire de négociation et de dialogue, peuvent aussi se dire radicaux. De même, l'article de Marieke Stein introduit la notion de « désobéissance » (et ses notions connexes telles que résistance, action directe, action non-violente, action non-conventionnelle, action contestataire etc.), mobilisée notamment par les groupes écologistes. L'autrice, à travers une observation participante, montre l'arbitrage militant des frontières entre violence et non-violence, légalité et illégalité, légitimité et illégitimité. En effet, « sur le terrain des mobilisations, le rapport à la désobéissance et à l'illégalité fait l'objet de négociations parfois difficiles au sein des collectifs réunis autour des mêmes luttes » (p. 34).

En parallèle, Vincent Carlino aborde la dissonance du positionnement des militants écologistes par rapport à celui des médias locaux, à propos de ce qu'est une contestation « violente ». L'auteur conclut que « Définir ce qui est violent ou non revient *in fine* à exclure des acteurs du débat public, de manière à légitimer des décisions politiques » (p. 66). Enfin, Guillaume Troussel à propos des luttes syndicales cégétistes, Matthijs Gardenier au sujet des groupes antimigrants à Calais, et Marion Jacquet-Vaillant sur les Identitaires, abordent l'élaboration de la définition de l'ennemi (dichotomie nous/eux), et les frontières négociées entre violence symbolique et violence verbale ou physique.

Également, Caroline Patsias interroge le sens que les non-radicaux (ici, des citoyens.nes de Montréal) donnent à l'étiquette « radical » ; et Simon Varaine remet en question, à travers une étude expérimentale, le lien établi entre contexte économique en crise, et engagement dans des groupes politiques radicaux violents. Pour clore la première partie, la radicalité djihadiste est abordée sous l'angle du genre (Hasna Hussein), et du processus de radicalisation (Fabien Carrié et Laurent Bonelli).

La figure médiatique du radical

La deuxième partie du livre s'attache à dépeindre l'impact des médias sur l'évolution des mouvements radicaux. La co-construction du récit médiatique et du récit de lutte est analysée au sein de groupes catholiques intégristes (Amandine Mercier), des Femen (Jallal Mesbah) et de la ZAD à Notre-Dame-des-Landes (Bruno Raoul). Ces études montrent comment les médias façonnent la figure radicale des activistes (des « riverains », aux « enragés », « squatteurs », « combattants », « écoguerriers », « casseurs » de Notre-Dame-des-Landes, dans l'article de Bruno Raoul), et, par conséquent, délimitent le champ des pratiques politiques légitimes.

2. Brigitte Beauzamy, « La norme de radicalité dans les mouvements transnationaux pour la paix dans le conflit israélo - palestinien et l'action directe non violente », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 213-230.

Dans la même lignée, Manuel Cervera-Marzal, à partir d'une étude de cas sur le groupe de désobéissance civile Les Refuseurs, démontre l'interdépendance et l'ambivalence qui caractérisent la relation entre journalistes et activistes. De son côté, Pierre Chartier explore la narration de la violence dans la presse écrite, et notamment l'usage journalistique d'une rhétorique de l'ordre de l'émotion et du sensationnel.

Puis, sont successivement analysées les mobilisations stratégiques des réseaux socio-numériques par les mouvements anti-IVG (Stéphane Dufour) et par le Front National (Justine Simon) pour communiquer, diffuser et persuader. Arnaud Mercier, à partir de sa propre expérience des réseaux sociaux, décrit des sphères virtuelles caractérisées par un anti-intellectualisme, l'attitude qui vise à « déchoir ceux qui sont perçus comme des "sachants", qui sont considérés socialement comme plus légitimes à prendre la parole en public » (p. 354). Parce que l'autocontrôle social y est largement répandu, les espaces virtuels deviennent des zones conflictuelles et polémiques.

Continuités temporelles

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage vise à « comprendre la prégnance des phénomènes d'écho entre des événements » (p. 10). Fouad Nasri explore la narration de la violence, et les modes d'actions collectives entrepris par des collectifs qui s'attachent à dénoncer la violence policière dans les banlieues. De son côté, François Audigier, dans un article passionnant, raconte le traitement médiatique d'Action Directe, un groupuscule marxiste et anarchiste des années 1980 qui justifiait politiquement la violence révolutionnaire, jusqu'au crime. Ensuite, Angeliki Monnier et Annabelle Seoane, à l'issue d'une analyse de discours de prisonniers djihadistes français en Syrie, proposent de penser l'« aradicalité », plutôt que de recourir à la notion de déradicalisation.

Dans une sous-section consacrée à l'impact de l'image, Amandine Kervella et Aurélia Lamy, puis Thomas Richard, s'interrogent sur la visibilité que les médias (journaux télévisés, espaces fictionnels) offrent aux actions terroristes djihadistes. Puis, Béatrice Fracchiolla et Christina Schluz-Romain questionnent la pertinence d'une vidéo « stop-djihadisme » proposée par le gouvernement comme outil de sensibilisation. Plus précisément, la rhétorique propagandiste, binaire et moraliste du supposé « contre-discours » djihadiste est mise en évidence.

À propos de la mémoire collective et politique d'événements terroristes, Jacques Walter s'intéresse à la mise en récit historique de l'attentat de la rue Copernic en 1980, et Isabelle Garcin-Marrou à la commémoration de l'assassinat du préfet Erignac en Corse en 1998. Les deux contributions interrogent la perspective temporelle (résonances entre le passé, le présent), ainsi que les rôles d'une multiplicité d'acteurs dans la construction des récits (juges, journalistes, victimes, présumés coupables etc.). La dernière contribution, rédigée par Hugo Melchior, compare les discours tenus à un demi-siècle d'intervalle par les dirigeants du Parti Communiste Français et les politiciennes de La France Insoumise, en vue de se distinguer de ceux qui « sont identifiés à la figure de l'ennemi de proximité dans le champ politique à gauche » (p. 548), c'est-à-dire les déviants politiques. Plus précisément, l'auteur

montre que dans les deux cas, l'argument d'autorité déployé pour discréditer les gauchistes des années 1968, et les *black blocs* du XXI^e siècle, est celui de leur prétendue appartenance bourgeoise.

Déconstruire les radicalités

En somme, ce volume propose un riche éventail d'études qui portent sur un sujet qui soulève les passions : les militant.es, celles et ceux qui s'engagent pour défendre une cause qui dépasse les intérêts individuels, et qui s'abandonnent à l'« éthique de la conviction³ ». L'ouvrage évacue quelque peu les notions de rapports de pouvoir, de dialectique entre majoritaires (la norme, la figure du.de la citoyen.ne raisonnable) et minoritaires (la déviance, la radicalité). Néanmoins, il permet de se ressaisir de l'idée selon laquelle une idéologie, une action, un rapport au monde n'étant pas radicaux *par essence*, la définition du radicalisme ne peut être que *relative*, comme l'avaient souligné Sedgwick⁴ ou Amiraux et Javiera⁵.

Bibliographie

- AMIRAUX Valerie et JAVIERA Araya-Moreno, « Pluralism and radicalization: Mind the gap ! », dans P. Bramadat et L. Dawson (dir.), *Religious Radicalization in Canada and Beyond*, Toronto, University of Toronto Press, 2014, p. 92-120. doi.org/10.3138/9781442665392-007
- BEAUZAMY Brigitte, « La norme de radicalité dans les mouvements transnationaux pour la paix dans le conflit israélo-palestinien et l'action directe non violente », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 213-230. doi.org/10.7202/1014812ar
- ROLAND Marchal et OULD AHMED SALEM Zekeria, « La "radicalisation" aide-t-elle à mieux penser ? », *Politique africaine*, vol. 149, n° 1, 2018, p. 5-20.
- SEDGWICK Mark, « The Concept of Radicalization as a Source of Confusion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 22, n° 4, 2010, p. 479-494.
- WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963 [1919].

3. Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963 [1919].

4. Mark Sedgwick, « The Concept of Radicalization as a Source of Confusion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 22, n° 4, 2010, p. 479-494.

5. Valerie Amiraux et Araya-Moreno Javiera, « Pluralism and radicalization: Mind the gap! », dans P. Bramadat et L. Dawson (dir.), *Religious Radicalization in Canada and Beyond*, Toronto, University of Toronto Press, 2014.